

Richard Coudenhove-Kalergi, J'ai choisi l'Europe

Légende: Dans ses Mémoires, le comte Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur en 1923 à Vienne de l'Union paneuropéenne, décrit l'atmosphère qui régnait le 8 septembre 1947 à Gstaad à l'ouverture du congrès constitutif de l'Union parlementaire européenne (UPE) qu'il préside.

Source: COUDENHOVE-KALERGI, Richard. J'ai choisi l'Europe. Paris: Plon, 1952.

Copyright: (c) Coudenhove-Kalergi

URL: http://www.cvce.eu/obj/richard_coudenhove_kalergi_j_ai_choisi_l_europe-fr-ffb1cb76-e844-49db-8fa0-f88ed0ff7ee2.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Richard Coudenhove-Kalergi, *J'ai choisi l'Europe*

[...]

Le 8 septembre 1947, ce premier «Parlement européen» fut inauguré solennellement dans la salle des fêtes pavoisée du Palace Hôtel de Gstaad. Moi excepté, tous les délégués étaient des parlementaires en activité venus à Gstaad de toutes les parties de l'Europe, depuis la Suède jusqu'à la Grèce, pour travailler à l'unification européenne.

Parmi les délégués français figuraient l'ancien premier ministre Paul Reynaud, le vice-président Francisque Gay et les ministres Coty, de Menthon et Pflimlin. Lecture fut donnée des nombreux télégrammes de félicitations reçus du monde entier, entre autres de ceux de Bevin, Churchill, Smuts, Sforza et Benedetto Croce.

Georges Bohy fut élu président et Léon Maccas, René Coty, Enzo Giacchero et Ronald Mackay vice-présidents; moi-même, secrétaire général. Gstaad fut désigné comme quartier général de l'Union.

Un esprit exemplaire de solidarité européenne régna pendant tout le temps du congrès. Les différences d'opinion et les contradictions inévitables n'accusaient pas un caractère national. L'entente entre les deux délégations principales, la française composée de quarante-trois membres, et l'italienne, de quarante, fut particulièrement cordiale.

De tous côtés, on reconnut la nécessité de renoncer à une partie des droits de souveraineté nationale en faveur de la fédération européenne.

[...]

L'idée d'un parlement européen, élu parmi les parlements nationaux, qui deviendrait l'instrument principal de l'unification européenne, se dégaga des travaux du congrès comme une impérieuse nécessité.

Deux ans plus tard, cette idée était partiellement mise à exécution. Car notre motion ne réclamait pas un parlement européen investi de pouvoir, mais seulement une assemblée consultative, chargée d'élaborer un projet de constitution que les parlements nationaux accepteraient ou rejetteraient.

Les nombreux représentants de la presse mondiale, assemblés à Gstaad, entreprirent aussitôt une campagne pour un parlement européen. Notre congrès avait prouvé, par son exemple, que nulle contradiction nationale ne s'oppose à un tel parlement; qu'il pourrait fonctionner tout aussi bien que n'importe quel parlement national.

Les délégués, à leur retour de Gstaad, se firent, dans leurs parlements nationaux, les pionniers de l'union européenne. Bientôt les parlements devinrent eux-mêmes les centres d'action les plus importants du mouvement. Interpellations et résolutions se succédaient en vue d'inciter les gouvernements à l'action dans le sens de notre programme de Gstaad.

Ainsi, fin 1947, la direction du mouvement était passée aux mains des parlementaires. Ce n'était plus, cette fois, un groupe de personnes privées dénuées de puissance qui défendait l'Idée, mais des hommes et des femmes possédant le pouvoir et la responsabilité nécessaires pour forcer leurs gouvernements à réaliser l'unification européenne.

Les gouvernements ne devaient plus se refuser longtemps à admettre qu'ils se trouvaient en face de majorités parlementaires organisées, réclamant d'eux une politique d'union européenne. On pouvait donc s'attendre, dans un proche avenir, à une initiative gouvernementale en faveur de l'union européenne.

[...]